

L'ÉCHEC DU NATIONALISME KURDE : FRAGMENTATION, PARTISANISATION, MILICISATION

[Adel Bakawan](#)

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2017/1 N° 100 | pages 89 à 100

ISSN 1148-2664

ISBN 9782343119236

DOI 10.3917/come.100.0089

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-1-page-89.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Adel Bakawan

Sociologue, chercheur associé à l'École des Hautes Etudes en Sciences sociales de Paris (EHESS), Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques (CADIS). Il dirige un groupe de recherche sur la « construction de l'État-nation au Kurdistan irakien » à la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme de Paris.

L'échec du nationalisme kurde : fragmentation, partisanisation, milicisation

Cet article ne cherche pas tant à examiner les diverses théories du nationalisme, ni les circonstances dans lesquelles les acteurs nationalistes kurdes sont arrivés au pouvoir, que d'étudier l'expérience étatique de ces acteurs. En 2017, le nationalisme kurde en Irak souffle la vingt-sixième bougie de son expérience au pouvoir. Pour mettre en perspective ces vingt-six années, nous proposons une grille d'analyse à trois niveaux : la fragmentation politique, la partisanisation sociétale et la milicisation des forces armées. Notre hypothèse est celle d'une implosion du Gouvernement Régional du Kurdistan à moyen terme.

Divisée linguistiquement (sorani, kurmandji, gorani, zaza¹), déchirée socialement (les tribus Bradust, Zibar, Harki, Jaf sont en guerre²), fragmentée sur le plan confessionnel entre musulmans sunnites et chiïtes, chrétiens, yezidis, qadirys, naqshbandis) et coupée en quatre morceaux géographiques (Turquie, Irak, Iran, Syrie³), la mouvance nationaliste kurde propose, par le biais de la kurdicité, une appartenance universelle supposée dépasser les frontières des microgroupes et les intégrer dans un cadre collectif.

En 1991, ce nationalisme kurde a bénéficié en Irak d'un « moment exceptionnel » dans son histoire pour enfin faire advenir un toit politique propre et avec lui plusieurs promesses : promesse de la mise en place d'un modèle démocratique ayant pour perspective de transformer le Moyen-Orient; promesse de la construction d'une société civile autonome susceptible de montrer le chemin d'une modernité réussie aux autres sociétés de la région; promesse de l'application des droits de l'homme laissant entrevoir la possibilité d'émergence d'un « homme nouveau »; promesse de la séparation entre les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire donnant à tout homme le statut de citoyen à part entière; promesse de la redistribution de la richesse nationale ayant pour effet de réduire la corruption et l'injustice sociale⁴.

En 2005, Hamit Bozarslan pouvait saluer une réussite incontestable : *« Au-delà de la modernisation des trois universités kurdes, de la reconstruction de la plupart des villages détruits durant les opérations Anfal (1988) et d'une politique de reforestation, on assiste bel et bien à une construction du pouvoir kurde qui s'apparente, institutionnellement et symboliquement, à celle d'un État (avec une capitale – Erbil –, une présidence, un gouvernement, un Parlement, une armée, des douanes, un drapeau, etc.) »*⁵. Ajoutons que, au regard du reste de la région, le Kurdistan est apparu depuis la fin du régime de Saddam Hussein et l'explosion de l'enfer irakien⁶, comme l'espace le plus sécurisé et le plus stable, mais aussi le plus démocratisé de l'Irak.

Cependant lorsque cette expérience est analysée de l'intérieur, ce discours dominant sur le « modèle kurde », qui serait démocratique, stable et fiable dans un Moyen-Orient chaotique, est battu en brèche. Non seulement cette « réussite incontestable⁷ » du Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) est loin de sa réputation, mais nous pouvons aussi faire l'hypothèse d'un échec du nationalisme kurde depuis 1991. Dans de telles conditions, le discours indépendantiste semble un « mythe » et le sentiment « pan-kurde » un fantasme⁸.

La fragmentation ou l'échec de la constitution d'un univers politique commun

Une des plus grandes promesses du nationalisme kurde était la structuration d'un univers politique autonome. Source de justification de sa contestation armée contre le régime de Saddam Hussein, la mise en place d'un univers politique autonome se reflétait dans les discours quotidiens de l'élite nationaliste kurde. Si l'on retient cette promesse,

qui rend visible la visée d'un nationalisme s'auto-définissant comme démocrate, l'échec des acteurs nationalistes est une évidence.

La présence d'une pluralité politique au Kurdistan irakien est un fait : le parlement accueille le PDK (38 sièges), Goran (24 sièges), l'UPK (18 sièges), Yekgrtu (10 sièges), Komal (6 sièges) et Bzotnawa (1 siège)⁹. A l'échelle théorique, cette pluralité n'est nullement un signe de la fragmentation de l'univers politique, mais de sa démocratisation. Cependant, en l'absence de règles claires établies démocratiquement et d'acteurs qui les respectent, une pluralité politique pourrait se transformer en sources de division géopolitique, voire de guerre civile, ce qui a été le cas du GRK dans les années 1990 (et c'est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui). Prenons pour exemple les quatre élections au Kurdistan d'Irak (1992, 2005, 2009, 2013).

Celles de 1992 ont conduit les acteurs politiques armés à une guerre civile, ayant eu pour conséquences plus de trois mille victimes, des milliers de déplacés, des villages brûlés, des villes détruites et des millions de dollars dépensés¹⁰. Les élections de 2005 se sont soldées par le massacre de Yekgrtu (l'Union Islamique du Kurdistan) dans la région contrôlée par Barzani, l'incendie de quinze de leurs sièges, l'assassinat de deux membres de la direction générale et la mort de plusieurs militants¹¹. Celles de 2009 ont entraîné une crise sociale sans précédent. En effet, l'UPK du Président Talabani a licencié deux mille fonctionnaires dans les zones qu'elle contrôle, parce qu'ils avaient revendiqué le vote pour le Mouvement du Changement (Goran) de Nawshirwan Mustafa. Deux mille familles se sont ainsi retrouvées au chômage, sans allocations et sans ressources¹². Enfin, les élections de 2013 n'ont pas davantage permis aux acteurs politiques kurdes de faire montre de maturité politique. Au contraire, elles ont ouvert une nouvelle séquence dans l'implosion du GRK. Gilles Dorronsoro a pu alors faire remarquer : « *Le Parlement, qui avait réussi à jouer un rôle d'enceinte démocratique, est aujourd'hui marginalisé. Son président a été expulsé d'Erbil par Massoud Barzani. Les manifestations se multiplient dans l'Est du Kurdistan, traditionnellement opposé à Barzani. Le mandat de ce dernier n'a pas été renouvelé, ce qui aggrave encore la paralyse institutionnelle.* »¹³

Paradoxalement, au moment où le système politique kurde traverse une crise profonde, Massoud Barzani ressuscite son discours indépendantiste comme une fuite en avant¹⁴! Cette posture du Président du GRK semble en fait plus déclamatoire que convaincue et, en aucune manière, elle ne peut voiler la distance profonde entre la promesse d'un système politique démocratique et exemplaire au Moyen-Orient et la réalité des acteurs kurdes.

Vingt-six ans après la « libération du Kurdistan », les acteurs nationalistes n'ont pas réussi à élaborer un univers politique unifié, dans lequel la possibilité du jeu démocratique s'offrirait à tout le monde. Il est vrai que le Kurdistan irakien dispose d'institutions autonomes telles qu'un gouvernement, une présidence, un parlement, un conseil de sécurité national, des ministères, un système électoral, etc., mais toutes ces institutions sont vidées de leurs contenus. Rappelons que le parlement est en panne depuis le 12 octobre 2015, car son Président, Youssouf Mohammed, membre de la direction général de Goran, a été expulsé d'Erbil par les forces de sécurité du Parti Démocratique du Kurdistan¹⁵. De son côté, le Président Barzani, dont le mandat est arrivé à terme le 20 août 2015, a décidé de ne pas quitter la présidence du GRK, ce qui a été dénoncé par l'opposition comme un « coup d'Etat »¹⁶. Par son attachement au pouvoir sans aucune légitimité démocratique, le Président Barzani a ainsi démontré son envie de suivre le modèle de son ennemi, Saddam Hussein, plutôt que celui de son ami, François Hollande¹⁷. Le Premier ministre kurde lui-même, qui n'est autre que le neveu du président Barzani, a limogé cinq ministres de Goran dans son gouvernement.

Qui plus est, force est de constater l'existence de deux zones profondément séparées : la zone d'influence du PDK (Erbil et Dohok) et celle de l'UPK-Goran (Sulaymaniyah et Kirkuk). Tandis que la première organise son territoire en fonction de son alliance avec Ankara, la seconde, au contraire, est devenu *de facto* un protectorat de Téhéran. Un indicateur met bien en lumière cette division : depuis plusieurs années, le GRK déclare que Nouri Al-Maliki, l'homme fort des chiïtes irakiens, est « *persona non grata* » mais l'UPK de Talabani, au grand dam de Barzani, l'a reçu avec tous les honneurs le 17 juillet 2016 à Sulaymaniyah : accueil par le chef du bureau politique de l'UPK à l'aéroport, visite très symbolique à Jalal Talabani, dans son palais à Dabachan, réunion de travail avec Nawshirwan Mustafa, le chef charismatique de Goran¹⁸. Les conditions de cette visite de Nouri Al-Maliki à Sulaymaniyah, sur fond de provocations inter-partisanes, a démontré à elle seule l'ampleur de l'échec du nationalisme kurde à créer un Kurdistan « irakien » politiquement unifié.

La partisanisation ou l'échec de l'établissement d'une société civile

La seconde promesse majeure des acteurs nationalistes kurdes, depuis 1991, était la mise en place d'une société civile, basée sur la justice sociale et la sortie définitive du modèle de Saddam Hussein. Or, de 1991 à 2017, nous avons constaté la *kurdistanisation* du modèle « sadamiste », autrement dit la « partisanisation de la société » ainsi que nous l'avons nommée dans nos travaux antérieurs¹⁹. Selon ce processus, les territoires de la société, ses intérêts, ses enjeux, ses rêves, ses conflits et ses exigences ne sont que ceux du PDK et de l'UPK, partis dominants historiquement. Dans la société post Saddam Hussein, force est d'admettre que le Kurde ne peut pas être un simple citoyen ; pour sa survie, il doit être membre d'un parti politique²⁰ et si possible de l'une de ces deux formations.

Dans ce contexte de « partisanisation » de la société, les organisations syndicales, les ONG, les associations, les journaux, les revues, les télévisions, les radios, les équipes sportives, les mosquées, les imams, les écoles, les universités, les centres sociaux, les centres culturels et les salles de conférences sont tous liés au PDK ou à l'UPK. De même, parmi les étudiants kurdes qui sont envoyés en Occident pour poursuivre leurs études supérieures, nous en rencontrons rarement un qui ne fait pas partie de ces deux formations. Un de ces étudiants s'est ainsi confié lors d'un de nos entretiens : « *Si je n'étais pas membre du PDK, je ne pourrais jamais voir Paris, même pas dans mes rêves*²¹ ».

Cette « partisanisation » de la société ouvre les portes ouvertes à la corruption. Pendant les vingt-six dernières années, sous le règne du nationalisme kurde, une nouvelle classe sociale, issue de la corruption, a ainsi émergé. Ces « nouveaux pharaons²² », se distinguent par leurs palais, leurs derniers modèles 4x4, leurs vacances à Londres ou à Berlin, leurs positions prestigieuses dans les directions des partis politiques, l'accès de leurs enfants aux écoles privées dans lesquelles l'anglais est la première langue. De fait, leur comportement s'accompagne d'une « ségrégation » culturelle : les membres de cette nouvelle classe ne partagent plus les espaces culturels avec les « déshérités » ; ils ont leurs propres cinémas, leurs propres groupes musicaux, et autres propres signes culturels.

Peu enracinés dans la société kurde, ces « nouveaux pharaons » tiennent leurs sources d'enrichissement directement de leurs positions dans l'un des deux partis politiques dominants depuis leur retour au

pays en 1991. Ainsi en 2011, tandis que le budget des partis politiques au Kurdistan s'élevait à 120 millions de dollars, 70 millions allaient au PDK et à l'UPK²³.

Socialement, les contrastes entre cette catégorie et la masse de la population sont énormes. On estime qu'un fonctionnaire kurde doit travailler 347 ans pour avoir les revenus d'une année d'une personne qui fait partie de cette nouvelle classe sociale²⁴. Près de 20 % de la population active se trouve actuellement au chômage, sans aucune allocation ou aide sociale. Environ 15 % de la population du Kurdistan irakien souffrait de malnutrition en 2010.

Cette situation sociale est aggravée depuis le mois de janvier 2014, car sur fond de désaccords politiques entre Erbil et Bagdad²⁵, le gouvernement central a gelé les 17 % du budget national. Les fonctionnaires, au nombre de 1,4 million, soit 1 habitant sur 4, perçoivent ainsi moins de la moitié de leurs salaires, tandis que la croissance a chuté, les banques se sont vidées de leurs déposants et 350 entreprises ont fait faillite. A l'évidence, les 100 000 barils de pétrole vendus par le GRK ne permettent pas d'apporter une réponse à cette crise²⁶.

Dans ce contexte d'injustice sociale profonde, la nouvelle génération d'adultes, née dans un moment de promesse, exprime une réelle colère contre tous les symboles qui représentent la classe politique corrompue. Il n'est guère étonnant que la partisanisation extrême, qui est renforcée par la précarité sociale, s'accompagne chez elle d'un rejet massif des partis. En 2008, au moment où le développement économique du GRK montait en puissance, nous avons dirigé un groupe de recherche au Kurdistan sur la jeunesse et ses rapports avec l'univers politique²⁷. De Zakho à Halabja, en passant par Dohok, Erbil, Kirkuk et Sulaymaniyah, nous avons interrogé 5366 personnes. A la question : « *Parmi les acteurs suivants lequel est le mieux placé pour représenter vos intérêts ?* », 91% des enquêtés pensaient que les partis politiques n'étaient pas bien placés pour représenter leurs intérêts, 96 % pensaient qu'il en était de même du parlement et du gouvernement. 21 % accordaient leur confiance aux syndicats.

Après vingt-six ans d'exercice du pouvoir, non seulement les partis nationalistes kurdes contrôlent plus que jamais la société kurde de manière autoritaire et ainsi n'ont pas réussi à sortir du modèle « sadamiste »²⁸, mais ils n'ont pas instauré un minimum de justice sociale. Sur cet échec, il n'est guère étonnant que le divorce semble consacré entre la nouvelle génération majoritairement défavorisée et l'oligarchie des partis politiques.

La milicisation ou l'échec de l'instauration d'une armée régulière

Depuis le début de la guerre contre Daech, les peshmergas sont perçus sur la scène internationale comme une force crédible sur laquelle les pays occidentaux peuvent compter²⁹. Vue de l'extérieur, il est vrai que cette force n'est pas confessionnelle, comme pourrait l'être l'armée irakienne quasi essentiellement chiite; elle n'est pas non plus « terroriste », comme c'est le cas pour Daech et Al Qaida. Il est également vrai que cette force est, dans le chaos moyen-oriental, parmi les rares acteurs qui n'ont jamais ressenti une hostilité vis-à-vis de l'Occident. Au contraire, cet acteur est à la recherche d'une alliance stratégique et durable avec lui.

Mais si pour les Occidentaux l'enjeu s'arrête à ce stade de la grille d'analyse, pour les Kurdes, qui s'identifient comme une « Nation » dans la perspective de la construction d'un « Etat », les vingt-six ans de l'expérience du GRK dans le domaine militaire, est un échec évident. De 1991 à 2017, le PDK et l'UPK n'ont guère réussi à dépasser leurs fractures et ainsi à constituer une « armée nationale ». Sur la totalité des forces de peshmergas, 168 000 au mois de janvier 2017, seulement 43 000 appartiennent au Ministère des peshmergas du GRK (26,6 %), tandis que 70 000 se trouvent sous le commandement du PDK (41,7 %) et 55 000 sous le commandement de l'UPK (32,7 %). Autrement dit, à ce jour, 74,4 % des forces de peshmergas n'ont pas un statut gouvernemental mais dépendent directement des deux formations politiques historiques du Kurdistan irakien.

Concernant le service de sécurité intérieure (*Asaich*), 17 000 agents sont sous le contrôle du PDK et 15 000 sous le contrôle de l'UPK. De leur côté, les deux institutions « anti-terroriste » du PDK et de l'UPK disposent de 4 000 personnes, qui sont formées par les Etats-Unis et la France³⁰.

Ainsi les observateurs du Moyen-Orient (chercheurs, journalistes, diplomates, etc.) ont-ils raison de qualifier ces peshmergas de milices³¹. « *La vision idyllique d'un Kurdistan en marche vers la démocratie, avec le soutien de Washington (et d'Israël), n'est qu'un leurre, les milices des deux principaux partis kurdes ayant instauré un fascisme tribal, avec main basse sur les ressources, au détriment d'une société civile réprimée*³² ». De leur côté, le PDK et l'UPK ressentent cette qualification de « milice » comme une insulte. Lorsque, au mois d'octobre 2016 Adnan Ossman, un cadre-dirigeant de Goran (Mouvement du Changement), a qualifié les peshmergas des deux partis

de « milices » sur la chaîne NRT, les médias du PDK et de l'UPK l'ont placé directement parmi les « ennemis de la Nation »³³. Désormais, non seulement lui-même, mais toute sa famille est menacée. Or, les deux partis, de 1991 à 2017, n'ont fait que renforcer la réalité de la « milicisation » des Peshmergas, comme l'ont démontré les données factuelles ci-dessus.

Forts pour maintenir la sécurité et la stabilité intérieure, mais faibles face à l'ennemi extérieur, à deux moments cruciaux pour l'avenir du Kurdistan irakien, les peshmergas n'ont pas pu résister et protéger leur pays face à deux ennemis extérieurs et non étatiques. Le premier est Ansar al Islam. De 2001 à 2003, cette organisation infligea plusieurs défaites aux peshmergas et contrôla toute la région de Hawraman, au sud du Kurdistan irakien, fief historique de la gauche kurde, du Parti Communiste à l'UPK. Menace directe et pesante sur tout le GRK, c'est seulement en mars 2003, avec l'opération *Viking Hammer*, conduite par les forces spéciales de la 173^e division de l'armée américaine, que le Kurdistan irakien fut sauvé de cette menace et que l'Organisation d'Ansar fut éradiquée³⁴.

Le second moment a été celui de l'invasion du Kurdistan par Daech en août 2014. En seulement trois jours de combat, les jihadistes du Calife al-Bagdadi ont contrôlé un large territoire tenu par les peshmergas avant d'arriver aux alentours de l'aéroport international d'Erbil³⁵. La population de la capitale kurde s'est préparée pour un énième exode, mais l'intervention de l'aviation américaine, pour la deuxième fois, a sauvé le Kurdistan³⁶ de la menace d'une organisation terroriste. Le GRK de Massoud Barzani avait pourtant consacré 60 % de son budget aux peshmergas³⁷ !

Conclusion

Le bilan de vingt-six ans d'exercice étatique des acteurs nationalistes kurdes apparaît, au vu des données que nous avons présentées, comme désastreux à tous les niveaux. Force est de constater que les trois processus (fragmentation politique, partisanisation sociétale et milicisation des forces armées) rendent tout à fait envisageable l'hypothèse de l'implosion brutale du GRK.

Dans un tel contexte une nouvelle génération émerge, une génération qui, pour la première fois, ne partage plus les symboles et les références des acteurs nationalistes kurdes. Désormais, nous sommes dans le

temps d'une nouvelle génération en quête d'un monde meilleur : pas demain, pas après l'indépendance, pas après la disparition de Daech, mais *ici* et *maintenant*³⁸.

Ce qui s'est passé entre février 2011 et janvier 2017 était en grande partie une des conséquences de ce bilan. Le 1^{er} février 2011, des milliers de manifestants sont descendus dans la rue et se sont dirigés vers le siège principal du PDK de Barzani, scandant les cris suivants : « *Que le gouvernement démissionne!* », « *Du travail pour les chômeurs!* », « *Les corrompus devant la justice!* ». Des manifestants ont alors jeté des pierres sur le bâtiment du PDK et, quand certains ont tenté de le prendre d'assaut, les gardes ont tiré en l'air, les services de sécurité du parti et la police se sont déployés dans la rue. Le bilan définitif fut de deux morts, âgés de 18 et 25ans, et de 54 blessés par balle³⁹.

Entre février 2011 et janvier 2017, les manifestations de cette nouvelle génération se sont poursuivies et la menace de Daech sur le Kurdistan n'a pas mis un terme à ses dynamiques de mobilisation. Le dernier slogan des manifestants, en janvier 2017, a choqué toute la conscience des acteurs nationalistes kurdes. Ils criaient haut et fort : « *Entre un Abadi [le Premier ministre irakien] qui paie mon salaire et un Barzani [le Président du GRK] qui le vole, nous choisirons le premier*⁴⁰. »

N'est-ce pas le signe évident de l'échec d'un nationalisme kurde dépassé par un ensemble de contradictions et que le glas de l'implosion du GRK peut sonner à tout moment?

Notes

1. Rafiq Shwani, *La Langue kurde et sa place parmi les langues du monde* (livre disponible en kurde sorani), Edition Mukriany, Erbil, Kurdistan d'Irak, 2008, p. 102.
2. Ronen Zeidel « Tribus irakiennes, facteur négligeable », *Outre-Terre* 1/2006 (n° 14), p. 169-182.
3. Chris Kutchera, *Le Mouvement national kurde*, Paris, Editions Flammarion, 1979.
4. Nous pouvons retrouver l'ensemble de ces promesses dans les différents programmes des partis nationalistes kurdes irakiens. Pour ne citer que celui du Parti Démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, voir le site officiel du parti, consulté le 7 janvier 2017.
<http://www.kdp.info/p/p.aspx?p=6&l=13&s=010000&r=347>
5. Hamit Bozarslan, « Le Kurdistan d'Irak aujourd'hui », *Critique internationale*, 2005/4 n° 29, p. 25-36.
6. Guillaume Perrier, « Un Kurdistan, des Kurdistan ou pas de Kurdistan », *Le Monde*, 6 août 2014. Consulté le 11 janvier 2017 : <http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2014/08/06/un-kurdistan-des-kurdistan-ou-pas-de->

- kurdistan_4467385_3232.html?xtmc=kurdistan_irakien_stabilite&xtcr=8
7. Bayram Balci, « Un Etat kurde serait utile à la paix dans la région », in *Le Monde*, 26 février 2016.
http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2016/02/26/un-etat-kurde-serait-utile-a-la-paix-dans-la-region_4872551_3232.html?xtmc=un_etat_kurde_serait_utile_a_la_paix_dans_la_region&xtcr=2
8. Adel Bakawan, « Le mythe de l'indépendance du Kurdistan irakien », *Confluences Méditerranée*, 4/2014 (n° 91), p. 165-179.
9. Le Parti Démocratique du Kurdistan de Barzani. Le Mouvement du Changement (Goran), fondé en 2009 par Nawshirwan Moustafa. L'Union Patriotique du Kurdistan, fondée par Jalal Talabani en 1976. L'Union Islamique du Kurdistan de Salahadin Bahadin est la branche kurde des Frères Musulmans. Elle a été fondée en 1952 en tant qu'organisation, mais sa déclaration en tant que parti politique a été faite en 1994. Komal, Groupe Islamique du Kurdistan d'Ali Bapir a été fondé en 2001 après que celui-ci a quitté le bureau politique du Mouvement Islamique du Kurdistan. Le Mouvement Islamique du Kurdistan, fondé en 1987 par plusieurs savants islamiques, a été la première grande organisation jihadiste kurde contre le régime de Saddam Hussein. Pour un rapport détaillé sur le nombre des sièges de chaque parti, voir le site officiel du Parlement Régional du Kurdistan, disponible en anglais, arabe et kurde. <http://www.kurdistan-parliament.org/Default.aspx?l=1>
10. Chris Kutcher, *Le Défi kurde ou le rêve fou de l'indépendance*, Paris, Bayard, 1997.
11. Salahadin Bahadin, « Lettre ouverte au Secrétaire Général des Nations-Unies », le 6 décembre 2005. Salahadin Bahadin est le chef de Yekgrtu. Dans cette lettre, il demande au Secrétaire Général d'intervenir pour empêcher le massacre des membres de son parti par les militants de Massoud Barzani. La lettre n'est plus disponible sur Internet, mais nous l'avons gardée dans nos archives.
12. Entretien de l'auteur avec Munira Ossman, députée kurde, chargée des droits de l'homme, le 15 janvier 2017.
13. Gilles Dorronsoro, « L'indépendance du Kurdistan irakien paraît aujourd'hui inenvisageable », *Le Monde*, 26 février 2016. Consulté le 11 janvier 2017 : http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2016/02/26/l-independance-du-kurdistan-irakien-para-it-aujourd-hui-inenvisageable_4872535_3232.html?xtmc=crise_politique_au_kurdistan_irakien&xtcr=10
14. Selon notre base de données, entre juillet 2014 et janvier 2017, Massoud Barzani a abordé 27 fois la question de l'indépendance du Kurdistan. Dans un de ses discours, il a pris le risque d'annoncer que le référendum sur l'indépendance aurait lieu avant le départ de Barack Obama de la Maison Blanche. Voir : Adel Bakawan, « Barzani le takikrdnewei dewleti kurda (Barzani à l'épreuve de l'Etat kurde) », in *Hebdomadaire Rudaw*, Kurdistan, Erbil, publié le 29 septembre 2016.
<http://rudaw.net/sorani/opinion/29092016?keyword=&isArchive=True>
Pour les francophones voir : Massoud Barzani « Sans accord politique avec Bagdad, il n'y a pas de bataille de Mossoul », entretien réalisé par Hélène Sallon, in *Le Monde*, 9 septembre 2016.
http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/09/09/massoud-barzani-sans-accord-politique-avec-bagdad-il-n-y-a-pas-de-bataille-de-mossoul_4995055_3218.html
15. « Kurdistan irakien: l'opposition politique dénonce un "coup d'Etat" »,

L'échec du nationalisme kurde: fragmentation, partisanisation, milicisation

AFP, 22 octobre 2015. Consulté le 25 décembre 2016 :<http://www.institutkurde.org/info/depeches/kurdistan-irakien-l-opposition-politique-denonce-un-coup-d-etat-6838.html>

16. Allan Kava, « L'avenir confisqué du Kurdistan irakien », *Le Monde*, 20 mai 2016. Consulté le 11 janvier 2017 :http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2016/05/20/l-avenir-confisque-du-kurdistan-irakien_4923585_3210.html?xtmc=youssouf_mohammed_kurdistan&xtcr=1

17. François Hollande est le premier chef d'Etat européen qui a rendu visite deux fois à Massoud Barzani dans sa capitale Erbil. La première en septembre 2014 et la dernière en janvier 2017. Voir : Marc Semo, « François Hollande à Bagdad et à Erbil pour affirmer le soutien de la France à l'Irak », *Le Monde*, 2 janvier 2017. http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2017/01/02/francois-hollande-a-bagdad-et-a-erbil-pour-affirmer-le-soutien-de-la-france-aux-autorites-irakiennes_5056624_3210.html

18. Institut kurde de Paris, *Bulletin de liaison et d'information*, n° 376, Paris, juillet 2016.

19. Adel Bakawan, *Iraq le Fayselewe ta Talabani (L'Irak de Fayçal à Talabani)*, Sulaymaniyah, Editions Ranj, 2006.

20. Pour plus de détails concernant l'emprise des partis politiques kurdes sur la société, voir : Benhaim Yohanan, Quesnay Arthur, « L'espace politique kurde dans le conflit syrien : intégration régionale et polarisation partisane », *Confluences Méditerranée*, 3/2016 (N° 98), p. 75-87.

21. Entretien avec l'auteur, Shaduman Karim (il préfère se donner ce nom pour rester anonyme), 15 novembre 2015, Paris.

22. Pendant mes entretiens avec les jeunes Kurdes, l'expression « les quartiers des nouveaux pharaons » revenait régulièrement. J'ai alors décidé d'élargir mon territoire de recherche en me rendant dans ces quartiers. C'est à ce moment là que j'ai mesuré les écarts dramatiques qui déchirent la société kurde.

23. « Le budget des partis politiques kurdes augmente à 123 % », *Lvin Presse*, Kurdistan d'Irak, 18 mars 2011. Lvin est une revue mensuelle crédible. Elle est parmi les rares médias qui ne sont pas encore contrôlés par les deux partis.

24. Adel Bakawan, *Sociologiay bzutnewe komelayetyekan le Kurdistan (Les mouvements sociaux au Kurdistan)*, Editions Gazalnus, Kurdistan, Sulaymaniyah, 2015, p. 99.

25. Hosham Dawod, « Irak : usages politiques des cartes ethniques " minoritaires " », *Confluences Méditerranée*, 2/2010 (n° 73), p. 129-138.

26. Adel Bakawan, « Le mythe de l'indépendance du Kurdistan irakien », *Confluences Méditerranée*, 4/2014 (n° 91), p. 165-179.

27. Les résultats de cette recherche ont été publiés dans livre en kurde : Adel Bakawan, *Komalgairech (La société noire)*, Editions Andesha, Kurdistan, Sulaymaniyah, 2013.

28. Pour mieux comprendre le modèle « sadamiste » de la société, voir : Kanan Makiya, *Republic of Fear : The Politics of Modern Iraq*, California, Editions University of California Press, 1998.

29. Rémy Hémez, « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? », *Politique étrangère*, 1/2016 (Printemps), p. 123-134.

30. Entretien de l'auteur avec Munira Ossman, députée kurde, chargée des droits de l'homme, le 15 janvier 2017. Ces chiffres ont été fournis à Munira Ossman par la commission du Parlement kurde en charge des affaires des Peshmergas.
31. Alexandra Scheffer de Hoop, « L'Iraq et la communauté internationale face au défi de construire l'État », *Revue internationale et stratégique*, 4/2006 (N° 64), p. 7-20.
32. Stéphane Valter, « Stratégies d'État et aspirations sociales au Moyen-Orient », *Maghreb - Machrek*, 1/2011 (N° 207), p. 7-30.
33. Entretien de l'auteur avec Adnan Ossman, le 15 janvier 2017.
34. Bruno Philip, « Au Kurdistan irakien, la fuite éperdue des derniers talibans d'Ansar al-Islam », *Le Monde*, 31 mars 2001. Consulté le 11 janvier 2017 : http://www.lemonde.fr/archives/article/2003/03/31/au-kurdistan-irakien-la-fuite-eperdue-des-derniers-talibans-d-ansar-al-islam_314902_1819218.html#Z3lp8ug5WfLD2uwG.99
35. Entretien avec Gérard Chaliand, Propos recueillis par Joseph Henrotin, « Les mutations de la guerre irrégulière », *Stratégique*, 1/2016 (N° 111), p. 141-147.
36. Jean Marcou, « La Turquie et l'État islamique : d'un mariage de raison à un divorce à l'amiable », *Outre-Terre*, 3/2015 (n° 44), p. 354-360.
37. Entretien avec Massoud Barzani, *Rudaw*, 23 janvier 2017. Consulté le 24 janvier 2017 : <http://www.rudaw.net/sorani/interview/23012017>
38. Entretien de l'auteur avec Aziz Karim, un des manifestants de janvier 2017, 25 ans, célibataire, habitant d'Halabja.
39. « Insurrection au Kurdistan Irakien », *AFP*, 18 février 2011.
40. Entretien de l'auteur avec Munira Ossman, députée kurde, chargée des droits de l'homme, le 15 janvier 2017.